

LE MAGAZINE DES PROFESSIONNELS DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

HYDROPLUS

Supplément à Environnement Magazine – Avril-Juin 2020



EAUX PLUVIALES

L'infiltration, championne de la dépollution



STRATÉGIE
L'export, une opportunité pour les entreprises de l'eau

INTERVIEW

Frédéric Van Heems, directeur général eau de Veolia France

L'AVIS DES PROS

Quelle désinfection choisir ?

- Cifec
- Bio-UV Group
- Sedit

PRODUITS : EAU ET ÉNERGIE

SOMMAIRE

Avril-Juin 2020

HYDROPLUS | ENVIRONNEMENT
magazine

Hydroplus est un supplément du n° 1779
d'Environnement Magazine
Mars-Avril 2020
Ne peut être vendu séparément

Édité par
Les Éditions du Développement durable
3, Quai Conti - 78430 Louveciennes
Tél. : 01 30 08 14 14
hydroplus@groupe-cayola.com

Directrice de la publication : Florence Wattel
Rédactrice en chef adjointe : Agnès Breton
Rédaction : Sophie Besrest, Alexandra Delmolino,
Eva Gomez, Anthony Laurent, Laurence Madoui
Secrétariat de rédaction : Agnès Breton

PUBLICITÉ

Appoline Chaminade,
appoline@chaminade-meyer.com
envirocom@groupe-cayola.com

APPELS D'OFFRES ET OFFRES D'EMPLOI

recrutement@groupe-cayola.com
envirojob.fr
Tél. : 01 30 08 14 14

SERVICE ABONNEMENT

abonnement.diffusion@groupe-cayola.com

ABONNEMENT 1 AN À ENVIRONNEMENT MAGAZINE ET SES SUPPLÉMENTS, DONT HYDROPLUS

• Tarif France : 217 € TTC
Pour plus d'informations :
voir le bulletin d'abonnement page 50.

IMPRESSIION
Imprimerie de Champagne, 52200 Langres.
Imprimerie certifiée ISO 14001
et Print Environnement.

Imprimé sur papier PEFC

PEFC 10-31-2009

INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX		
	PAPIER INTÉRIEUR	PAPIER COUVERTURE
PAPIER	Vantage Silk	Magno Plus Silk
GRAMMAGE	90 g	150 g
PAYS D'ORIGINE	Autriche	Allemagne
Taux de fibres recyclées	0 %	0 %
CERTIFICATION	PEFC	PEFC
EUTROPHISATION PTOT	0,032 kg/t	0,03 kg/t

Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'éditeur est illicite (article L 122-4 du code de la propriété intellectuelle). Toute copie doit avoir l'accord du Centre français de droit de copie (CFC) 20, rue des Grands-Augustins - 75006 Paris. Tél. : 01 44 07 47 70 Fax: 01 46 34 67 19.

Dépôt légal à parution
N° de Commission paritaire: 1124 T 85436
N° ISSN: 1164-8783

**GROUPE
CAYOLA**

Publié par GROUPE CAYOLA
Les Éditions du Développement durable
SA au capital de 10000 €
RCS Versailles 830 632 485

HYDROPLUS est membre de    



18



10



34



26

L'essentiel

DERNIÈRE MINUTE

Covid-19 : la filière du traitement
des eaux usées face au virus 4

L'ACTU 6

TÊTES DE PONT 8

INTERVIEW Frédéric Van Heems,
directeur général de l'activité eau
de Veolia en France..... 10

Focus

Eaux pluviales

Stradal et Hydro International
partenaires 14

Zones humides

Le sobre anniversaire de la convention
Ramsar 15

Ressource

Les fongicides aggravent
les marqueurs d'Alzheimer 16

L'enquête

Entreprises

Objectif export 18

Les entreprises françaises de l'eau ont un savoir-faire qui leur permet de se placer sur les marchés à l'export sur tous les segments du cycle de l'eau. Si les grands groupes sont bien armés, les sociétés de taille plus modeste ont tout intérêt à mettre à profit les dispositifs d'accompagnement qui sont à leur disposition.

Techniques

Le DOSSIER

■ Eaux pluviales
L'infiltration, une barrière
à la pollution 26
Les premiers retours des études menées sur les techniques alternatives de gestion des eaux pluviales montrent leur efficacité en termes de réduction à la source de la pollution.

L'AVIS DES PROS

■ Quelle désinfection pour
garantir la qualité bactériologique
de l'eau potable ? 34
D. Mariet, Cifec 36
A. Nguyen, Bio-UV Group..... 38
C. Perrod, Sedif..... 40

SOLUTIONS

■ Assainissement
Des bambousaies pour traiter
les eaux usées..... 42
■ Ressource
Un outil pour prédire les effets
d'eaux de rejets sur le vivant 43
■ Eaux pluviales
Nouveau système de régulation
à la parcelle..... 43

■ Dépollution
Une nappe textile capable de capter
les métaux lourds..... 44
■ Eaux usées
Quand ANC et REUT s'associent 45
■ Eau potable
Dispositif de sécurisation des ouvrages 45

PRODUITS

■ Eau et énergie 46

*L'eau est à la fois source et support d'énergie.
Tour d'horizon de plusieurs projets en cours.*

Covid-19 : la filière du traitement des eaux usées face au virus

Même si le risque de contamination par les eaux usées n'est pas encore évalué, les techniciens des services d'assainissement se trouvent en première ligne face à la maladie. Les spécialistes du secteur de l'eau ont déjà pris des mesures. Du côté des Spanc, les collectivités s'organisent au cas par cas.

Si le Covid-19 se transmet principalement par voie aérienne, en toussant ou en éternuant, le risque de contamination par les eaux usées n'est pas à écarter. Depuis la découverte de la maladie, des observations sur des patients infectés ont mis en évidence que leur intestin était contaminé et que le virus était présent dans les matières fécales.

Des fèces aux effluents, il n'y a qu'un pas. Depuis les années 1950, plusieurs études scientifiques ont déjà montré la présence de virus dans les eaux usées et les boues de station d'épuration. « *Un virus ne peut pas se développer hors d'une cellule vivante; mais il peut être protégé de la destruction pendant plusieurs jours s'il est entouré de matières organiques* », rappelle Julie Paume, directrice du développement

du Groupe d'études et de recherches de microbiologie et de l'environnement (Germe), un laboratoire indépendant spécialisé dans les produits pour l'assainissement.

Face à la pandémie, les spécialistes du secteur de l'eau se sont mis rapidement sur le pied de guerre. Si la distribution d'eau potable s'organise pour assurer la continuité du service, le point critique porte surtout sur les 21 000 stations d'assainissement opérationnelles en France. Et les spécialistes se penchent sur les concentrations du Covid-19 dans les effluents et sa durée de vie dans l'environnement après rejet. « *Nous ne connaissons pas encore parfaitement le temps de survie du virus en fonction des surfaces de contact, et c'est au niveau de l'assainissement que nous allons concentrer nos actions de*



prévention, pour protéger les salariés des stations d'épuration. Ils doivent avoir des protections individuelles renforcées, surtout des masques », annonçait Tristan Mathieu, délégué général de la Fédération des entreprises de l'eau dans un article récent du quotidien *Les Échos*.

Pour Julie Paume, le danger est bien réel. « *Selon l'OMS, les virus peuvent survivre jusqu'à un an dans les biofilms des stations et les boues. Quand ils se trouvent en suspension dans les eaux, leur durée de vie est de quelques heures, voire quelques jours. Il n'existe pas de données pour le coronavirus, mais le principe de précaution vou-*

drait que les techniciens se protègent suffisamment lors des manipulations. »

Avec le passage en phase 3, le secteur de l'eau a en effet estimé qu'il faut 500 000 masques par semaine pour protéger le personnel du virus potentiellement présent dans les eaux usées. La profession a demandé que le secteur soit inclus dans le cluster santé, pour être attributaire prioritaire des masques qui seront alors distribués par les préfetures. Le principe de précaution s'impose pour le personnel des stations d'épuration, mais qu'en est-il de l'assainissement non collectif, parent pauvre de la filière ?